

Discours de Transparency International-Initiative Madagascar (TI-IM)

**Présentation de l'Indice de Perception de la Corruption 2016
Café de la Gare, mercredi 25 janvier 2017.**

**Par M. Solofo RAKOTOSEHENO, membre du Conseil
d'Administration et trésorier de TI-IM.**

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Consuls et
représentants diplomatiques,
Mesdames et Messieurs les Ministres et représentants de l'Etat,
Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires
techniques et financiers,
Mesdames et Messieurs les dirigeants d'entreprises et
représentants du secteur privé,
Mesdames et Messieurs les membres de la société civile,
Chers journalistes,
Chers étudiants,
Honorables invités,

Je suis très heureux de vous voir si nombreux aujourd'hui pour
la présentation de l'Indice de Perception de la Corruption – IPC
– 2016 de Transparency International et je vous remercie de
présence.

En ce début d'année, je tiens à vous adresser mes meilleurs
vœux pour l'année 2017, avec surtout mon souhait de voir
reculer la corruption à Madagascar.

L'année 2016 a été intense pour notre section de Transparency
International à Madagascar. Notre équipe est passée de 5
employés en janvier 2016 à 15 employés en janvier 2017. Et
Transparency International-Initiative Madagascar a multiplié son
budget annuel par neuf, en passant de 57 millions MGA en
décembre 2015 à près de 500 millions MGA en décembre 2016.

Comme vous le savez, les sections de Transparency
International par le monde sont toutes indépendantes

financièrement et elles ne reçoivent aucun budget du secrétariat basé en Allemagne.

Le budget de notre association repose entièrement sur la collecte de fonds au niveau de Madagascar. Pour cela je tiens à remercier tout particulièrement nos partenaires qui nous accordent leur confiance ; et aussi nos donateurs, qui, à travers leur soutien, nous encouragent ; votre aide est précieuse, merci ! Toutes ces actions engagées en 2016 ont commencé à donner des résultats en 2016 et continueront à en donner en 2017 et 2018.

Cette expansion a permis à Transparency International-Initiative Madagascar de couvrir de nouvelles régions : Atsimo Andrefana, Boeny et DIANA et d'étendre le nombre de ses programmes.

En 2017 nous allons poursuivre nos efforts en nous concentrant sur la lutte contre la corruption dans les secteurs foncier et des ressources naturelles et mettre en œuvre des projets pour une plus grande transparence dans la gestion des finances publiques, et au niveau local, dans la gestion des budgets communaux. Notre nouvelle stratégie 2020 accorde aussi une grande importance à l'éducation et à la lutte contre l'impunité. J'adresse mes félicitations à l'ensemble de notre équipe de Transparency International pour le travail accompli et je vous souhaite encore plus de courage pour atteindre nos objectifs en 2017.

Sur le plan national l'année 2016 reste une année contrastée en matière de lutte contre la corruption à Madagascar.

Je tiens premièrement à saluer les avancées faites par les institutions de contrôle de l'Etat. En premier lieu le BIANCO qui a multiplié ses investigations et qui a permis la révélation et la transmission à la justice de cas de grande corruption au sein même de l'administration publique.

Egalement je souligne le travail fourni par le SAMIFIN dans la lutte contre le blanchiment d'argent, ainsi que le Comité de Sauvegarde de l'Intégrité pour l'amélioration de la transparence

dans les finances publiques et la Cour des Comptes pour son retour à des rapports annuels.

Je souligne le travail accompli par la société civile, notamment les organisations composant le mouvement ROHY, pour améliorer la redevabilité, la transparence, l'information des citoyens et leur courage pour conserver leur indépendance malgré des moyens humains et financiers limités.

Je salue également le travail des journalistes qui exercent leur métier dans des conditions parfois difficiles.

Sur le plan politique, des volontés de changement ont été émises comme le vote pour la mise en place des Pôles Anti-Corruption ou la volonté de témoigner dans le procès du trafic bois de rose à Singapour ; et dernièrement Madagascar a déclaré sa volonté d'adhérer au Gouvernement pour un Partenariat Ouvert / Open Government Partnership. Mais peu de concrétisations ont abouti en 2016 ; tous ces efforts restent à poursuivre en 2017.

2016 a été marquée pour le gouvernement par l'organisation d'évènements internationaux. En premier lieu le XVI^e Sommet de la Francophonie, qui a été un succès du point de vue de la visibilité internationale donnée à Madagascar mais qui reste en demi-teinte du point de vue de la transparence des dépenses engagées pour sa mise en œuvre. La société civile a constaté que près de 62% des marchés publics étudiés passés dans le cadre de l'organisation du sommet étaient à risque de corruption. Cela a conduit à la création de l'Observatoire Indépendant des Marchés Publics qui débutera ses activités dès 2017.

L'Indice de Perception de la Corruption que nous présentons aujourd'hui est l'outil reconnu internationalement de mesure de la perception de la corruption. Il donne des chiffres comparables et fiables pour la majorité des pays du monde.

Son calcul repose sur des enquêtes et rapports menés par différents organismes internationaux et appelées « sources de données ».

Les sections de Transparency International ne fournissent aucune donnée pour le calcul de cet indice. Et ce pour préserver l'indépendance du travail des sections dans les pays et éviter toute pression envers ses équipes pour influencer le classement. Nous sommes aujourd'hui réunis pour découvrir ce classement et Transparency International-Initiative Madagascar va vous donner une interprétation du score de Madagascar.

L'Indice de Perception de la Corruption 2016 comprend 13 sources de données différentes qui ont mesuré la perception de la corruption dans le secteur public des pays. Ces évaluations prennent en compte différents facteurs comme la liberté de la presse, la transparence et la redevabilité des finances publiques pour les citoyens, la justice et la lutte contre l'impunité, la favorisation d'un climat des affaires exempt de corruption pour le secteur privé, le contexte politique, l'application des politiques anti-corruption ou encore le respect des droits humains.

176 pays font partie du classement 2016 ; contre 168 pays en 2015. Ce sont les mêmes sources de données qui ont permis de calculer le score de Madagascar, les résultats sont donc tout à fait comparables entre 2015 et 2016.

Madagascar s'est fixé comme objectif dans sa nouvelle Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption d'atteindre un score au moins égal à 50 d'ici 2025. Le pays se donne-t-il les moyens d'atteindre cet objectif ? Nous allons le découvrir d'ici quelques instants.

Transparency International-Initiative Madagascar fait tout pour rendre visible les bonnes pratiques et les avancées dans ce sens ; mais Transparency International-Initiative Madagascar haussera de la voix, aussi, à chaque fois que les efforts pour lutter contre la corruption sont menacés.

Et c'est ensemble, avec les autres organisations de la société civile, avec les professionnels des médias, avec le secteur privé,

avec les institutions de contrôle des finances publiques, le Bureau Indépendant de Lutte contre la Corruption – le BIANCO en premier lieu- et avec le gouvernement et les partenaires techniques et financiers que nous pourrions faire reculer la corruption.

Nous avons besoin de vous, de vous tous, les citoyens pour continuer nos projets et conserver notre indépendance.

Alors quel est le score de Madagascar à l'Indice de Perception de la Corruption de Transparency International ?

Je laisse la parole à notre nouveau Directeur exécutif, M. Claude Fanohiza pour la révélation du score.

Je vous remercie pour votre attention.